Un rapport parlementaire présidé par les Républicains préconise d'augmenter le nombre de postes de professeurs et de maîtres de conférences dédiés aux sujets des génocides, de l'esclavage et de la colonisation

11/03/2021 à 8h34



"*Renouveler le discours de la lutte contre le racisme dans toutes ses dimensions doit redevenir une cause nationale*", affirme Robin Reda (Les Républicains), qui a présidé la mission d'information. Pour ce faire, le rapport que les élus du Palais Bourbon ont adopté compte 56 recommandations, tant au niveau réglementaire que législatif. Il faut ***"redonner à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations sa portée de politique générale et en faire une priorité politique de premier plan"*, plaident les députés, avec une vigilance particulière sur le racisme anti-Roms, de loin le plus banalisé dans la société française.**

Les parlementaires proposent d'abord de renforcer le rôle de la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme,

l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (Dilcrah) en relevant sa dotation annuelle à dix millions d'euros, contre un peu moins de sept millions aujourd'hui. Les moyens de Pharos (la plateforme d'harmonisation, d'analyse, de regroupement et d'orientation des signalements) doivent également être accrus, selon les députés. Et le dispositif permettant de déposer une plainte en ligne étendu aux victimes de racisme, d'antisémitisme et de discrimination….

Dans le même temps, les parlementaires plaident pour une augmentation des moyens humains "*dont disposent les 'référents égalité diversité' pour se consacrer à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations.*"…

L'élue propose d'imposer, aux grandes entreprises et administrations, "***un autodiagnostic réalisé deux fois au cours des cinq prochaines années, relatif au racisme, à l'antisémitisme et aux discriminations raciales.***" Dans le même temps, la députée LaREM propose d'étendre les obligations de formation à la non-discrimination dans les entreprises de plus de 300 salariés aux entreprises de plus de 50 salariés, ciblant précisément les cadres participant au processus de recrutement et de suivi de la carrière…

Les parlementaires souhaitent également "*renforcer le nombre des heures consacrées à l'histoire-géographie ainsi qu'à l'enseignement moral et civique dans l'enseignement primaire et secondaire*" et de "*promouvoir une mise à jour des manuels scolaires aux programmes adaptés aux histoires locales.*"…

Du côté de l'enseignement supérieur, les députés plaident pour une augmentation du nombre de postes "*de professeurs et de maîtres de conférences dédiés aux sujets des génocides, de l'esclavage et de la colonisation.*" …

> *Ainsi, les députés préconisent de "traduire l'évolution des politiques mémorielles en érigeant des statues ou stèles ou en choisissant des noms de rues et de bâtiments qui prennent*

en compte la diversité et commémorent la résistance à l'esclavage ou à la colonisation.“

LCP